



Rue Vital Carles - Bordeaux (33)

IMMORENTE

Société Civile de Placements Immobiliers

Société Civile de Placement Immobilier à capital variable

BULLETIN D'INFORMATION N°105

1^{er} trimestre 2015

Validité du bulletin : 1^{er} avril au 30 juin 2015

EVOLUTION DU CAPITAL – IMMORRENTE est une SCPI à capital variable

Au cours du premier trimestre 2015, 171 326 parts nouvelles ont été souscrites et 29 554 retirées, soit une collecte brute de 54 824 320 € et une collecte nette de retraits de 46 312 768 €.

Le nombre d'associés au 31 mars 2015 est de **22 047**.

Le montant des capitaux collectés pour les 171 326 parts nouvelles souscrites au cours du trimestre se ventile en :

Nominal :	26 041 552 €
Prime d'émission :	28 782 768 €
Montant collecté :	54 824 320 €

	Nouvelles parts souscrites	Retraits de parts	Cessions de parts	Nombre de parts en attente de cession	Cumul parts souscrites	Cumul capital nominal en €	Cumul capitalisation (prix de souscription x nombre de parts) en €
Cumul au 31.12.14					6 122 790	930 664 080	1 959 292 800
1 ^{er} trimestre 2015	171 326	29 554	307	0	6 264 562	952 213 424	2 004 659 840
Total	171 326	29 554	307	0	6 264 562	952 213 424	2 004 659 840

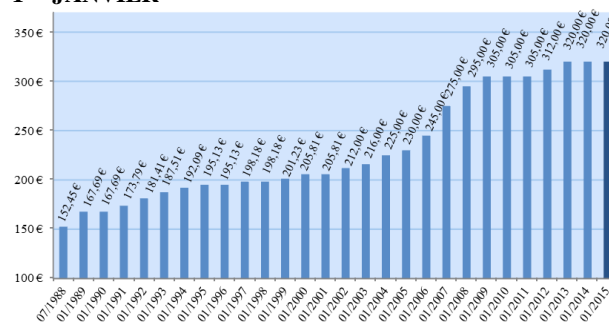
PRIX DE LA PART

PRIX DE SOUSCRIPTION ET PRIX DE RETRAIT

Le prix de souscription de la part s'établit à 320 € et le prix de retrait à 288 €.

En € par part	Prix en vigueur depuis le 17 septembre 2012
Valeur Nominale	152,00 €
Prime d'émission	168,00 €
Prix de souscription	320,00 €
Commission de souscription	-32,00 €
Prix de retrait	288,00 €

HISTORIQUE DU PRIX DE SOUSCRIPTION AU 1^{ER} JANVIER



PERFORMANCES FINANCIERES

L'acquisition de parts de SCPI doit nécessairement se concevoir sur le long terme. Aussi, la Société de Gestion communique désormais non seulement sur le taux de distribution mais également sur le taux de rendement interne (TRI) sur de longues périodes. Le TRI exprime la performance annuelle moyenne pour un épargnant, en prenant en compte le prix de revient de son placement, l'ensemble des dividendes perçus au cours de la période de placement et le prix de retrait en vigueur au moment de sa sortie (mais en excluant sa fiscalité propre).

SUR PLUSIEURS EXERCICES

Taux de rentabilité interne (TRI)	
Au 31 décembre 2014	
sur 10 ans	9,02%
sur 15 ans	9,20%
sur 20 ans	8,83%
depuis l'origine	9,67%

SUR UN EXERCICE

En € par part ayant pleine jouissance	2013	2014
(a) Dividende brut avant prélèvement libératoire au titre de l'année	16,80	16,70
dont acompte exceptionnel (prélèvement sur la réserve des plus-values)	1,20	1,94
dont prélèvement sur le report à nouveau	-	-
(b) Prix de part acquéreur moyen pondéré de l'année	320,00	320,00
Taux de distribution sur valeur de marché : (DVM) = (a)/(b)	5,25 %	5,22 %
Prix de la part acquéreur moyen sur l'année N-1	313,76	320,00
Prix de la part acquéreur moyen sur l'année N	320,00	320,00
Variation du prix moyen acquéreur de la part :	+ 1,99 %	-

DISTRIBUTION DES REVENUS PAR PART

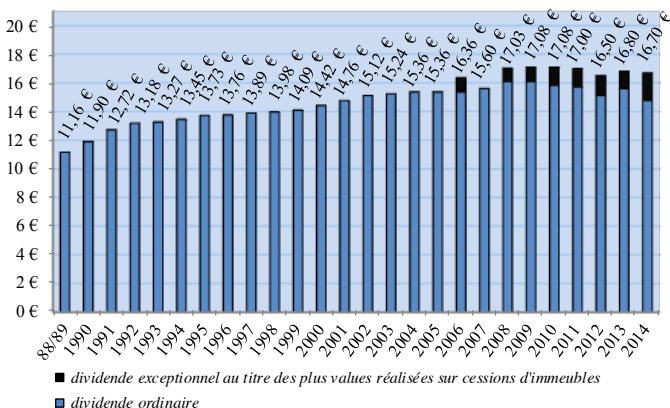
ACOMPTES DE L'EXERCICE

En € par part	2014	Prévision 2015	Date paiement
Acompte 1 ^{er} trimestre	3,51 €	3,51 €	Fin avril
Acompte 2 ^{ème} trimestre	3,54 €		Fin juillet
Acompte 3 ^{ème} trimestre	3,57 €		Fin octobre
Acompte 4 ^{ème} trimestre	4,14 €		Fin janvier
Dividende ordinaire	14,76 €	Entre 14,40 € et 14,52 €	
Acompte exceptionnel ⁽¹⁾	1,94 €		Décembre
Dividende annuel par part	16,70 €	Entre 15,50 € et 16,20 €	
Taux de distribution ⁽²⁾	5,22 %		

(1) prélevé sur les plus-values réalisées sur cessions d'immeubles ;

(2) dividende brut avant prélèvement libératoire versé au titre de l'année N (y compris acompte exceptionnel) rapporté au prix de part acquéreur moyen de l'année N.

HISTORIQUE DU DIVIDENDE ANNUEL



La Société de Gestion indique une fourchette prévisionnelle de dividende annuel pour 2015 qui sera affinée au cours des prochains trimestres. Elle versera, fin avril 2015, le premier acompte ordinaire sur dividende de l'exercice, soit 3,51 € pour une part de pleine jouissance, soit 3,51 € après prélèvements sociaux sur les produits financiers pour les associés personnes physiques et 3,51 € après prélèvement obligatoire non libératoire sur les produits financiers (sauf dispense).

DIVIDENDE ORDINAIRE EXERCICE 2015 PAR PART ET PAR MOIS DE JOUISSANCE (en € selon la date de souscription)

	avant le 31/10/14	nov-14	déc-14	janv-15	fév-15	mars-15	avr-15	mai-15	juin-15	juil-15	août-15	sept-15	oct-15	nov-15	déc-15
1T15	3,51	2,34	1,17	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	3,51	2,34	1,17	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

INVESTISSEMENTS DU TRIMESTRE

Les investissements du premier trimestre 2015 se sont élevés à 9,3 millions d'euros et ont porté sur :

- un **immeuble haussmannien** situé rue Drouot à **Paris (9^e)** pour un prix de revient de **6,0 millions d'euros**. Cet immeuble comprend 592 m² de surfaces destinées à être transformées en un **hôtel 4 étoiles** de 36 chambres, ainsi qu'une pharmacie au rez-de-chaussée. Les surfaces destinées à être transformées sont d'ores et déjà louées avec un bail de 12 ans fermes à un opérateur spécialisé dans le développement d'hôtels parisiens qui prend en charge la totalité des travaux pour un montant d'environ 4,0 millions d'euros ;
- un commerce de centre-ville rue Sainte-Catherine à **Bordeaux (33)**, loué à l'enseigne de prêt-à-porter Sinequanone, pour un prix de revient de **2,3 millions d'euros** ;
- un magasin rue d'Avron à **Paris (20^e)**, loué à l'enseigne Office Dépôt, pour un prix de revient de **1,0 millions d'euros**.

Type ⁽¹⁾	Adresse	Locataires / Activité	Surface m ²	Prix d'acquis. frais inclus	Date d'achat
HOT		1 locataire / Développement d'hôtels	484		
CCV	19 rue Drouot - PARIS (9e)	2 locataires / Dentiste, antiquaire ⁽²⁾	109	5 990 000 €	12/02/15
CCV		1 locataire / Pharmacie	121		
CCV	41 rue Sainte-Catherine - BORDEAUX (33)	Reuven's II (Sinequanone) / Prêt-à-porter	89	2 327 750 €	25/02/15
CCV	26 rue d'Avron - PARIS (20e)	Office Dépôt France / Equipement de bureaux	316	1 016 750 €	27/02/15
TOTAL			1 119	9 334 500 €	

(1) CCV : Commerce de centre-ville ; BUR : Bureaux ; MSP : Moyenne Surface de Périphérie ; GCC : Galerie de Centre Commercial ; HAB : Habitation ;

(2) Surfaces devant être reprises par la société de développement d'hôtels dès lors libération

La rentabilité nette immédiate moyenne des investissements réalisés depuis le début de l'exercice s'élève à 5,0 %.

A ces actes signés s'ajoutent **des engagements d'acquisitions** (promesses ou engagements fermes signés) **pour un montant de 97,5 millions d'euros au 31 mars 2015**.

VALORISATION DU PATRIMOINE ET SITUATION LOCATIVE

ARBITRAGES

Les ventes du trimestre font ressortir un prix net vendeur global de 1 915 K€ :

- trois locaux commerciaux vacants à Paris rue du Faubourg Saint-Martin (10^e), rue Pierre Sénard (9^e) et rue de Château Landon (10^e), représentant au total 317 m², ont été cédés pour un prix net vendeur total de 1 505 K€ dégageant une plus-value nette de 924 K€ ;
- deux logements vacants à Paris (18^e) rue Paul Albert et Veenendaal (Pays-Bas) ont été cédés pour un prix net vendeur total de 410 K€ dégageant une plus-value nette de 112 K€.

Les arbitrages réalisés depuis le début de l'exercice se résument de la manière suivante :

Total des prix de vente	Total des plus-values (nettes de fiscalité)	Total des valeurs d'expertise (au 31 décembre 2014)	Total des prix de vente vs Total des valeurs d'expertise
1 915 000 €	1 035 994 €	1 805 500 €	+ 6,1 %

Au 31 mars 2015, votre SCPI est par ailleurs engagée (promesses ou engagements fermes signés) dans des cessions d'actifs pour un montant de 2,9 millions d'euros net vendeur.

TAUX D'OCCUPATION

Le taux d'occupation financier moyen du premier trimestre 2015 s'établit à **92,95 %**. Ce taux est déterminé par le rapport entre le montant des loyers facturés et le montant qui serait facturé si tout le patrimoine était loué.

2T14	3T14	4T14	1T15
92,11 %	91,85 %	92,31 %	92,95 %

La quote-part due aux indemnités compensatrices de loyers dans le taux d'occupation financier s'élève à 0,81 %.

Le taux d'occupation physique moyen du premier trimestre 2015 des locaux s'établit à **90,29 %**. Ce taux est déterminé par le rapport entre la surface totale louée et la surface totale des immeubles si tous étaient loués.

LOCAUX LOUES OU RELOUES AU COURS DU TRIMESTRE

- 9 commerces de centre-ville ou en milieu urbain pour 1 507 m ;
- 5 moyennes surfaces de périphérie pour 3 359 m ;
- 5 surfaces de bureaux pour 2 275 m ;
- 3 appartements pour 178 m ;
- 45 places de stationnement.

A la date de publication du bulletin trimestriel, l'immeuble de bureaux situé allée Gambetta à Clichy (92), vacant depuis avril 2013 et ayant fait l'objet d'une importante restructuration, a par ailleurs été reloué avec un bail de 9 ans fermes à effet au 01/08/2015 (loyer annuel de 648 630 € les six premières années et 864 840 € ensuite, hors indexation).

LOCAUX VACANTS AU 31 MARS 2015

- 45 commerces de centre-ville ou milieu urbain pour 14 374 m ;
- 41 moyennes surfaces de périphérie représentant 37 796 m ;
- 41 cellules de galeries commerciales pour 4 773 m ;
- 51 surfaces de bureaux représentant 27 039 m ;
- 40 appartements représentant une surface de 3 514 m .

GESTION LOCATIVE

Les actions menées en matière de gestion locative depuis le début de l'exercice sont résumées dans le tableau ci-dessous (hors indexation) :

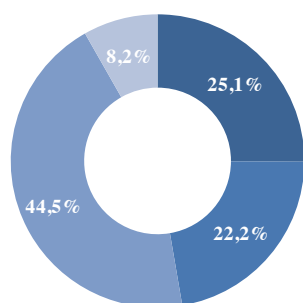
Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2015	Nombre	Surface en m ²	Loyers annuels précédents	Loyers annuels obtenus
Renouvellements de baux	12	2 646	563 938 €	523 904 €
Relocations	22	7 318	1 627 283 €	1 415 554 €
Désécialisations	2	96	59 135 €	59 135 €
TOTAL	36	10 060	2 250 355 €	1 998 593 €
Locations	-	-	-	-
Indemnités de désécialisation ou droit d'entrée				25 000 €

Montant des loyers H.T. encaissés au cours du premier trimestre 2015 : 30 054 548 €.

COMPOSITION DU PATRIMOINE AU 31 MARS 2015

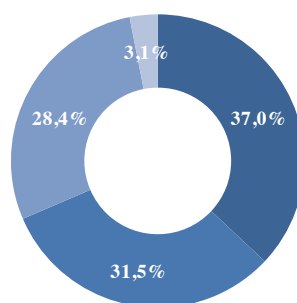
(Par référence à la valeur d'expertise au 31 décembre 2014 ou, à défaut, au prix d'acquisition hors droits et hors frais)

Valeur estimée du patrimoine : 1 807 M€



Par répartition géographique

- Paris
- Région Parisienne
- Province
- Etranger (Belgique, Allemagne, Pays-Bas)



Par typologie d'actif

- Commerces de centre-ville et milieu urbain
- Moyennes surfaces de périphérie
- Bureaux
- Autres (activité, habitation, campings, hôtels ...)

POINT SUR L'ENDETTEMENT AU 31 MARS 2015

Dette bancaire	% dette / valeur du patrimoine	Taux moyen des emprunts au 31 mars 2015	Répartition		Durée de vie résiduelle moyenne
			taux fixe (ou variable couvert)	taux variable	
159,9 M€	8,8 %	2,61 %	84,8 %	15,2 %	10 ans et 9 mois

Conformément à la 11^e résolution de l'Assemblée Générale du 11 juin 2014, le montant total des dettes financières pouvant être contracté par votre SCPI est plafonné à 250 M€.

ASSEMBLEES GENERALES

L'Assemblée Générale annuelle se tiendra le mercredi 10 juin 2015 à 10h à l'hôtel Ibis à Evry (91). Les associés recevront en temps utile l'ensemble des documents et rapports correspondants. En cas d'impossibilité d'assister à l'Assemblée, nous vous remercions de bien vouloir nous adresser avant la date limite votre pouvoir et/ou votre correspondance.

FISCALITE

Ce paragraphe expose la fiscalité applicable aux associés assujettis à l'impôt sur le revenu. Les personnes physiques qui ont investi dans IMMORENTE à travers un contrat d'assurance-vie ne sont notamment pas concernées par le présent paragraphe, l'assurance-vie faisant l'objet d'une fiscalité distincte.

FISCALITE DES REVENUS

Nous rappelons aux associés personnes physiques qu'ils sont imposés non pas sur les dividendes versés, mais sur les revenus perçus par la SCPI. Ces revenus sont de deux catégories :

- des revenus fonciers provenant des loyers encaissés,
- des revenus financiers issus des placements de trésorerie.

Pour les **revenus fonciers**, le montant net à déclarer est déterminé par la Société de Gestion (charges déductibles pour leurs montants réels). Les personnes physiques à la fois associées de SCPI et propriétaires d'immeubles nus peuvent bénéficier du régime microfoncier à condition que leur revenu brut foncier annuel n'excède pas 15 000 €. Dans cette hypothèse, l'abattement forfaitaire s'établit à 30 %.

Les **revenus financiers** sont, sauf exceptions, soumis au barème progressif de l'impôt sur le revenu. Un **prélèvement obligatoire non libératoire**, au taux de 24 %, est prélevé par la Société de Gestion avant distribution. Ce prélèvement s'impute sur l'impôt sur le revenu dû au titre de l'année au cours de laquelle il est opéré. S'il excède l'impôt dû, l'excédent est restitué par l'administration fiscale sous forme d'un crédit d'impôt. Toutefois, les associés personnes physiques appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année précédant le paiement de ces revenus financiers est inférieur à 25 000 € pour les contribuables célibataires, divorcés ou veufs, et à 50 000 € pour les contribuables soumis à une imposition commune, **peuvent demander à être dispensés de ce prélèvement**. Cette demande prend la forme d'une attestation sur l'honneur qui doit être adressée à la Société de Gestion chaque année au plus tard le 30 novembre, pour une prise en compte au titre de l'année suivante. Dans tous les cas, s'ajoutent à l'impôt sur les revenus financiers, les **prélèvements sociaux**, actuellement au taux de 15,5%, prélevés par la Société de Gestion avant distribution et versés directement à l'Administration Fiscale.

FISCALITE DES PLUS-VALUES

Les plus-values sur cessions ou retraits de parts :

Depuis le 1^{er} septembre 2013, il existe deux barèmes d'abattement :

- au titre de l'impôt sur le revenu, la plus-value brute bénéficie d'un abattement progressif de 6 % par an entre la 6^e et la 21^e année de détention et de 4 % pour la 22^e année (permet une exonération totale d'impôt sur le revenu au-delà de 22 ans).
- au titre des prélèvements sociaux, la plus-value brute est réduite d'un abattement progressif de 1,65 % par an entre la 6^e et la 21^e année, de 1,60 % pour la 22^e année et de 9 % par an entre la 23^e et la 30^e année de détention (permet une exonération totale des prélèvements sociaux au-delà de 30 ans).

La loi de Finance 2013 a instauré par ailleurs une taxe additionnelle sur les plus-values immobilières dépassant le seuil de 50 000 €. Ce seuil s'apprécie après prise en compte de l'abattement pour durée de détention applicable pour l'imposition forfaitaire au taux actuellement en vigueur de 19 % et individuellement au regard de la quote-part de chaque concubin, partenaire de Pacs, membre du couple marié. En cas de franchissement de ce seuil, cette taxe s'élève à 2 % de la plus-value nette jusqu'à 50 000 € puis augmente de 1 % à chaque tranche de 50 000 € jusqu'à 250 000 € avec un système de décote pour chaque entrée de seuil. A partir du seuil de 260 000 €, la taxe additionnelle est plafonnée à 6 % de la plus-value nette.

En cas de cession de parts effectuée sans l'intervention de la Société de Gestion, le cédant règle directement son impôt sur les plus-values éventuellement imposables à la recette des impôts de son domicile ou de son siège social. Le cédant justifie de ce paiement à la Société de Gestion. Le dossier de cession doit être accompagné d'un chèque d'un montant de 120,00 € TTC établi à l'ordre de la Société de Gestion SOFIDY correspondant aux frais de mutation.

En cas de retrait de parts, la Société de Gestion calcule le montant de la plus-value imposable éventuellement réalisée et verse l'éventuel impôt directement à l'administration fiscale. Le montant remboursé à l'associé est alors égal au montant du prix de retrait en vigueur diminué de l'impôt sur les plus-values immobilières.

Les plus-values sur cessions d'immeubles réalisées par la SCPI :

Pour les associés soumis à l'impôt sur le revenu, l'impôt, déterminé selon les mêmes règles que celles exposées ci-dessus pour les cessions de parts, est prélevé à la source par le notaire sur le prix de vente.

NON RESIDENTS

Depuis le 1^{er} janvier 2012, les revenus et les plus-values issus d'immeubles sis en France et réalisés par des non-résidents sont soumis aux prélèvements sociaux (actuellement au taux de 15,5 %).

IMPOT DE SOLIDARITE SUR LA FORTUNE

Concernant la valeur ISF à déclarer à l'administration fiscale, la Société de Gestion précise que la valeur prise en compte par la profession est généralement la valeur de retrait de la part, l'associé restant libre et responsable de ses déclarations fiscales. Pour information, la valeur de retrait au 1^{er} janvier 2015 s'établit à **288,00 €**.

INFORMATIONS DIVERSES

MINIMUM DE SOUSCRIPTION

Tout nouveau souscripteur doit acquérir un minimum de 4 parts. Par contre, les associés anciens peuvent souscrire un nombre inférieur.

MODALITES DE SORTIE

Il est tenu au siège de la société et à la disposition des tiers, un registre où sont recensées les demandes de retrait et les offres de cession de parts. Les associés qui souhaitent se retirer de la société disposent de deux moyens :

- **Remboursement des parts (retrait)** demandé par lettre recommandée à la Société de Gestion, dûment signée de l'ensemble des titulaires des parts et accompagnée de l'original d'attestation de parts, dans le cadre de la variabilité du capital. Le prix de retrait est égal au dernier prix de souscription en vigueur diminué de la commission de souscription. Les demandes de retrait sont remboursées en fin de mois à condition que l'ensemble de la documentation soit complétée et réceptionnée 2 jours ouvrés avant le dernier jour du mois.
- **Vente des parts** en cherchant eux-mêmes un acheteur. Les parts peuvent être librement cédées entre associés, et entre associés et tiers, sans autre intervention de la Société de Gestion que la régularisation des cessions sur le registre des associés et des transferts, après justification par le cédant du paiement des droits d'enregistrement et du paiement de l'éventuel impôt sur les plus-values. La société ne garantit pas la revente des parts.

FRAIS DE MUTATION DE PARTS

Conformément à l'approbation par l'Assemblée Générale du 9 juin 2011 de la résolution n°11, la Société de Gestion perçoit une rémunération forfaitaire de 100 € HT soit 120,00 € TTC pour toute cession de parts et toute mutation (cession de gré à gré, succession, donation, divorce...). La Société de Gestion a choisi de percevoir cette rémunération par dossier et non par ayant droit.

AUTRES INFORMATIONS

Les demandes de changements d'adresse doivent être adressées à la Société de Gestion accompagnées d'un justificatif de domicile de moins de trois mois.

L'acquisition de parts n'est pas possible pour les clients, personnes morales ou physiques, qui en raison de leur nationalité, de leur résidence, de leur siège social, ou de leur lieu d'immatriculation, relèvent d'un droit étranger qui impose à SOFIDY des restrictions ou des obligations spécifiques quant à la commercialisation et la promotion de ses produits. Les informations relatives à la SCPI IMMORENTE publiées par SOFIDY ne constituent en aucune manière une sollicitation en vue de l'achat de parts par des ressortissants ou résidents de certains pays, dont notamment les Etats-Unis d'Amérique.

Vous pouvez retrouver les statuts, la note d'information et le présent bulletin trimestriel d'information sur le site internet IMMORENTE en vous connectant sur www.immorente.com. Vous y trouverez également le détail de la composition du patrimoine de la société.

Nature de la Société :

Visa de l'AMF délivré sur la note d'information :

Agrément de SOFIDY par l'AMF :

Siège social :

Responsable de l'information :

Société Civile de Placements Immobiliers

SCPI N°95-13 du 7 août 1995 actualisée en février 2013

GP N° 07000042 du 18 juillet 2014

303 square des Champs Elysées – 91026 EVRY CEDEX

M. Jean-Marc PETER - SOFIDY

303 square des Champs Elysées – 91026 EVRY CEDEX

Tél. : 01 69 87 02 00 – Fax. : 01 69 87 02 01

COUPE DE DEMANDE D'INFORMATION

A adresser à votre conseiller habituel ou à retourner à SOFIDY - 303 square des Champs Elysées - 91026 EVRY Cedex

✂-----

Si vous-même, ou un de vos proches, êtes intéressés par les SCPI gérées par SOFIDY, renvoyez nous le coupon ci-dessous.

Je souhaite recevoir une documentation sur la SCPI :

IMMORENTE

IMMORENTE 2

EFIMMO

SOFIPIERRE

CIFOCOMA

CIFOCOMA 2

NOM :

Prénom :

Adresse :

Téléphone :